



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



NOTE DE SYNTHÈSE

Rebasage des comptes nationaux du Bénin

Nouvelle année de base : **2023**



Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INStAD)

Août 2026

Sommaire

LISTE DES TABLEAUX.....	3
SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....	4
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	5
INTRODUCTION.....	7
1. DESCRIPTION DU PROCESSUS DE CHANGEMENT D'ANNÉE DE BASE.....	9
1.1 Définition et principes du changement d'année de base des comptes nationaux ...	9
1.2 Choix de la nouvelle année de base (2023)	10
1.3 Changements de nomenclatures	10
2 RAPPEL METHODOLOGIQUE	11
2.1 Grandes opérations et études spécifiques	11
2.1.1 Grandes opérations.....	11
2.1.2 Enquêtes spécifiques	13
2.2 Meilleure couverture du secteur informel	16
3 PRINCIPAUX RÉSULTATS DU REBASAGE DES COMPTES NATIONAUX.....	16
3.1 Réévaluation du PIB	16
3.2 Analyse par approche production.....	16
3.3 Analyse de l'approche par dépense.....	18
3.4 Analyse par secteur institutionnel.....	20
4 COMPTES DE LA PREMIERE ANNEE COURANTE, 2024.....	22
5 RETROPOLATION DES COMPTES NATIONAUX	25
CONCLUSION	38
BIBLIOGRAPHIE	39
ÉQUIPE DE TRAVAIL	40

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Révision du PIB selon l'optique production (en milliards de FCFA).....	17
Tableau 2 : Révision du PIB selon l'optique dépenses (en milliards de FCFA)	19
Tableau 3 : Répartition de la valeur ajoutée par secteur institutionnel selon les deux bases (millions de FCFA)	22
Tableau 4 : Ventilation du PIB 2024 à prix courants par secteur (milliards de FCFA)	23
Tableau 5 : Emplois du PIB 2024 à prix courants (milliards de FCFA).....	23
Tableau 6 : Ventilation du PIB 2024 à prix constants par secteur (milliards de FCFA)	24
Tableau 7 : Emplois du PIB 2024 à prix constants (milliards de FCFA)	24
Tableau 8 : Ventilation du PIB à prix courants base 2023 par secteurs d'activités (milliards de FCFA).....	26
Tableau 9 : Ventilation du PIB à prix constants base 2023 par secteurs d'activités (milliards de FCFA).....	29
Tableau 10 : Evolution des emplois du PIB à prix courants base 2023 (milliards de FCFA) .	32
Tableau 11 : Evolution des emplois du PIB à prix constants base 2023 (milliards de FCFA)	35

SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES

Sigle / Acronyme	Signification
APIEx	Agence de Promotion des Investissements et des Exportations
ARISE IIP	ARISE Integrated Industrial Platforms
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
DCNSE	Direction des Comptes Nationaux et de la Synthèse Économique
DGRSI	Direction Générale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
DSA	Direction de la Statistique Agricole
ECENE	Enquête sur le Commerce Extérieur Non Enregistré
EHCVM	Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages
ERI-ESI	Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
ESA	Enquête Statistique Agricole
FARMECO	Enquête sur l'économie des exploitations agricoles
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
GDIZ	Zone Industrielle de Glo-Djigbé
GUFE	Guichet Unique de Formalisation des Entreprises
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INStaD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
ISBL	Institution Sans But Lucratif
ISBLSM	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
PAG	Programme d'Actions du Gouvernement
PIB	Produit Intérieur Brut
R&D	Recherche et Développement
RGE3	Troisième Recensement Général des Entreprises
RGPH5	Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitation
RNA	Recensement National de l'Agriculture
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État
TRE	Tableau des Ressources et des Emplois
TRIP	Transport Routier Informel de Passagers
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'économie béninoise a connu de profondes mutations depuis l'adoption de l'année de base 2015, tant au niveau de sa structure productive que des comportements de consommation des ménages. Ces évolutions ont rendu nécessaire une actualisation du cadre de référence des comptes nationaux afin de mieux refléter les réalités économiques actuelles.

Conformément aux recommandations du Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008 des Nations Unies, le changement de l'année de base des comptes nationaux devrait se faire sur un cycle de cinq (05) ans, afin de corriger certaines erreurs et/ou les arbitrages lors des estimations annuelles. Il convient de signaler que le précédent rebasage a pour année de base 2015 et la périodicité conventionnelle n'a pas pu être respectée, en raison des chocs économiques enregistrés par notre économie, du fait des différentes crises internationales auxquelles la plupart des pays au monde ont été confrontés entre 2019 et 2022. Par ailleurs, les dispositions de la loi N° 2022-07 du 27 juin 2022 portant organisation et réglementation des activités statistiques en République du Bénin prévoient une périodicité de cinq (05) ans pour le changement de l'année de base des comptes nationaux.

A cet effet, l'INStad a conduit les travaux de changement d'année de base des comptes nationaux et a retenu l'année 2023 comme nouvelle année de référence, en remplacement de 2015. Cette nouvelle base 2023 permet une meilleure prise en compte des évolutions récentes de l'appareil productif, des modes de consommation et des nouvelles sources d'information statistique disponibles.

Les travaux de rebasage se sont appuyés sur plusieurs opérations statistiques majeures réalisées depuis le dernier rebasage, notamment le Recensement National de l'Agriculture (RNA), l'Enquête Statistique Agricole (ESA), le troisième Recensement Général des Entreprises (RGE3), l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM), l'Enquête sur le Commerce Extérieur Non Enregistré (ECENE) ainsi que la cartographie censitaire du cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH5).

Au terme des travaux, le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'année 2023 est estimé à 14 020,2 milliards de FCFA dans la nouvelle base 2023, contre 11 200,7 milliards de FCFA selon la base 2015, soit une réévaluation de 25,2%. Il convient de souligner que cette révision est due à une amélioration de la mesure statistique de l'économie et de l'intégration de nouvelles sources.

Cette évolution de l'économie béninoise a été principalement impulsée par le secteur secondaire (56,1%), sous l'effet notamment des Bâtiments et Travaux Publics, des industries agroalimentaires et des autres industries

manufacturières. Le secteur primaire progresse également de 25,0%, porté par l'agriculture et l'élevage, tandis que le secteur tertiaire enregistre une hausse de 21,1%, soutenue notamment par le commerce, les services financiers ainsi que les activités de restauration et d'hébergement.

En définitive, le changement d'année de base permet de disposer d'une représentation plus fidèle de la taille, de la structure et des performances de l'économie béninoise. Il renforce la pertinence des indicateurs utilisés pour la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques publiques. Il offre également aux pouvoirs publics, aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'aux investisseurs une base statistique plus robuste pour l'appréciation des perspectives économiques du Bénin et la mobilisation des financements nécessaires à la mise en œuvre des programmes de développement du pays.

INTRODUCTION

Le Bénin est une économie en développement de l'Afrique de l'Ouest avec une population estimée à plus de 12,5 millions d'habitants en 2023. L'économie du pays repose sur un socle agricole important, un commerce régional dynamique avec le Nigeria et un secteur informel prépondérant mobilisant 93% des actifs (INStaD/ERI-ESI, 2018). Depuis 2016, le pays s'est engagé dans une transformation structurelle volontariste, soutenue par des investissements publics massifs et une série de réformes institutionnelles ambitieuses.

Ainsi, sur le plan des infrastructures, le Programme d'Actions du Gouvernement 2016-2021 (PAG 1) a financé l'aménagement de 771 km de routes bitumées, la modernisation du port de Cotonou, ainsi que des investissements dans l'énergie et l'eau. Le PAG 2021-2026 (PAG 2) prolonge cet effort avec nombreux projets couvrant environ une vingtaine de secteurs de l'économie béninoise. Ces investissements ont profondément modifié la structure de la formation brute de capital fixe et le poids du secteur BTP dans l'économie nationale.

L'un des faits les plus structurants de la période est l'émergence de la Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ). Concentrant la transformation du coton, de l'anacarde, du soja et de l'ananas, la GDIZ incarne la stratégie de substitution aux exportations de matières premières brutes. En 2023, la GDIZ qui comptabilisait plus de 10 000 emplois directs, réalisait ses premières exportations de vêtements vers les États-Unis et d'amandes de cajou transformées vers Dubaï (ARISE IIP/APIEx, Rapport d'activités GDIZ, 2023). Aucune de ces activités n'existait dans les structures retracées par la base 2015 des comptes nationaux.

Parallèlement, le Gouvernement a engagé plus de cinquante (50) réformes en faveur du secteur privé entre 2018 et 2023. On pourrait citer, à titre illustratif: la dématérialisation des procédures via le Guichet Unique de Formalisation des Entreprises (GUFE), la création de l'APIEx et la médiation commerciale. Dans le secteur agricole, les filières coton, anacarde et palmier à huile se sont consolidées à la suite du Recensement National de l'Agriculture (MAEP, RNA, 2021), tandis que le taux d'informalité a reculé de 11 points de pourcentage en quinze ans, passant de 97% en 2008 à 85,9% en 2023, selon le troisième Recensement Général des Entreprises, qui indique 252 155 unités économiques enregistrées au Bénin en 2023 (INStaD, RGE3, 2023).

Par ailleurs, l'économie béninoise a enregistré des chocs économiques, du fait des différentes crises internationales auxquelles la plupart des pays au monde ont été confrontés entre 2019 et 2022. La pandémie de COVID-19 a ramené la croissance économique à 3,8% en 2020 et durablement modifié les

comportements de production et de consommation. Aussi, la fermeture de la frontière terrestre du Nigéria avec le Bénin entre 2019 et 2020 a-t-elle profondément induit une réorganisation du commerce de réexportation, pilier traditionnel de l'économie.

Ainsi, l'année de base 2015, devenue obsolète, ne permettait plus de traduire correctement les mutations profondes de notre tissu économique : qu'il s'agisse de l'essor fulgurant de l'économie numérique, de la montée en puissance de nos filières agricoles et industrielles ou des investissements structurants pour la mise en place d'infrastructures et le développement du secteur touristique.

Au regard des mutations enregistrées par l'économie béninoise, il s'avère important d'entreprendre le rebasage des comptes nationaux. En effet, le changement d'année de base du PIB répond d'une part, à la nécessité d'intégrer dans les comptes nationaux, le changement de structure de l'activité économique au Bénin, au regard des résultats des grandes opérations telles que le Recensement National de l'Agriculture (RNA), l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) et le troisième Recensement Général des Entreprises (RGE3), les enquêtes pour les comptes satellites du tourisme (CST) et la cartographie censitaire du cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH5). D'autre part, il répond à la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'UEMOA invitant les Etats membres à entreprendre le rebasage de leurs comptes nationaux, afin de prendre en compte les changements induits par les effets de la COVID-19 sur la structure des économies de l'Union.

Dans cette logique, l'année 2023 s'est imposée comme référence au terme d'une analyse rigoureuse portant sur l'ensemble des années candidates de la période 2020-2025. Elle est la plus stable pour le Bénin. Par ailleurs, 2023 est l'année la plus proche de la période 2019-2023 marquée par la réalisation d'importantes opérations statistiques d'envergures, qui ont été des sources d'informations précieuses pour le changement de l'année de base des comptes nationaux. De plus, la rénovation de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation, désormais établi sur la base 2023, dans l'espace UEMOA, offre un référentiel de prix cohérent avec le nouveau cadre des comptes nationaux.

La présente note retrace en quatre parties le processus suivi et les principaux résultats de cette opération. Elle documente : (i) la description du changement d'année de base, les nomenclatures et sources mobilisées ; (ii) les améliorations méthodologiques apportées ; (iii) les principaux résultats selon deux optiques du PIB.

1. DESCRIPTION DU PROCESSUS DE CHANGEMENT D'ANNÉE DE BASE

Le changement d'année de base des comptes nationaux vise à adapter le cadre de référence des comptes aux évolutions de l'économie et à renforcer la qualité des estimations produites. Cette opération repose sur le choix d'une nouvelle année de base, l'actualisation des nomenclatures des activités et des produits ainsi que l'intégration de nouvelles sources statistiques. La présente section décrit les principes qui sous-tendent cette opération, les critères ayant conduit au choix de l'année de base 2023 et les principales modifications apportées aux nomenclatures.

1.1 Définition et principes du changement d'année de base des comptes nationaux

Les comptes nationaux occupent une place prépondérante au sein du système national d'information statistique. Ils sont élaborés conformément aux prescriptions du Système de Comptabilité Nationale (SCN), cadre méthodologique adopté par la Commission de statistique des Nations Unies, qui définit les concepts, les nomenclatures, les méthodes d'évaluation ainsi que l'ensemble des comptes à produire. Leur finalité est de fournir une représentation globale, cohérente et synthétique de l'économie nationale. C'est à partir de ces comptes qu'on calcule le Produit Intérieur Brut (PIB) et que sont établis les principaux indicateurs macroéconomiques permettant de mesurer l'évolution et les performances de l'économie nationale.

Depuis le dernier rebasage, toute estimation des agrégats repose sur l'utilisation de l'année de base 2015 comme référence pour les structures. D'où la nécessité de renouveler régulièrement l'année de base. Selon les recommandations internationales, la périodicité optimale pour les révisions est de cinq à dix ans.

Ce changement d'année de base se justifie par trois raisons fondamentales.

La première tient à l'évolution structurelle de l'économie : les habitudes de consommation, de production et de commercialisation se transforment. Cette raison revêt une importance particulière au regard du contexte socio-économique et politique qui a prévalu au Bénin au cours de la dernière décennie.

La deuxième relève d'un souci de qualité : plus on s'éloigne de l'année de base, plus la précision des comptes se dégrade. Les erreurs sur les évolutions annuelles s'accumulent, et les choix méthodologiques opérés lors du précédent rebasage finissent par devenir inadaptés aux années courantes, altérant progressivement l'ensemble de la série.

La troisième est d'ordre méthodologique : il s'agit de l'amélioration de la couverture et l'élargissement du champ de certaines données.

Au total, ce rebasage traduit la volonté de l'INStAD de renforcer la qualité des comptes nationaux à travers une meilleure couverture statistique et une représentation actualisée de la structure de l'économie béninoise.

1.2 Choix de la nouvelle année de base (2023)

En plus des normes internationales qui stipulent que la périodicité pour le changement de l'année de base soit en moyenne de cinq ans, l'année 2023 a été retenue comme année de base en raison de sa stabilité économique, caractérisée par un taux d'inflation maîtrisé à 2,7%. Elle offre ainsi une période de référence fiable pour les comparaisons dans le temps.

Ce choix est en outre conforté par la réalisation, à cette même période, de plusieurs grandes opérations de dénombrement et enquêtes structurelles au nombre desquelles on peut citer : le troisième Recensement général des entreprises ; la cartographie censitaire du RGPH5, ainsi que l'enquête sur le Commerce Extérieur Non Enregistré menée en 2022. À ces travaux s'ajoutent l'enquête statistique agricole réalisée en 2023, dont la base de sondage repose sur le Recensement National de l'agriculture de 2018 et l'enquête ménage EHCVM réalisée en 2022.

La convergence de ces nombreuses sources de données actualisées autour de l'année 2023 garantit une base statistique solide, cohérente et représentative pour l'établissement des comptes nationaux du Bénin et des indicateurs économiques qui en découlent.

1.3 Changements de nomenclatures

Le changement de l'année de base des comptes nationaux au Bénin s'est accompagné d'une actualisation de la nomenclature des activités et des produits utilisés. Cette actualisation répond à la nécessité de s'adapter aux évolutions récentes de l'économie. Elle a permis de/d' :

- prendre en compte les mutations de la structure économique depuis 2015 ;
- améliorer la cohérence entre nomenclature et sources statistiques disponibles ;
- corriger certaines hétérogénéités conceptuelles observées en base 2015 ;
- réduire la fragmentation excessive non soutenue par l'information statistique.

Synthèse globale des changements

- **Situation dans les comptes de base 2015 selon le SCN 2008 versus base 2007**
 - 47 branches au niveau I, contre 24 branches

- 130 branches au niveau II, contre 50 branches
 - 328 produits au niveau III, contre 122 produits dans la précédente nomenclature (SCN 1993 base 2007).
- **Situation actuelle dans les comptes de base 2023 selon le SCN 2008**
 - 46 branches au niveau I, contre 47 branches
 - 106 branches au niveau II contre 130 branches
 - 195 produits au niveau III contre 328 produits dans la précédente nomenclature (SCN 2008 base 2015).

2 RAPPEL METHODOLOGIQUE

Le rebasage des comptes nationaux s'est appuyé sur la mobilisation de nouvelles sources statistiques, la réalisation d'enquêtes et d'études spécifiques ainsi que le renforcement des méthodes d'estimation. Ces travaux ont permis d'améliorer la couverture de l'économie, notamment celle du secteur informel, et d'accroître la qualité et la fiabilité des comptes nationaux. Cette section présente les principales opérations statistiques mobilisées ainsi que les améliorations méthodologiques introduites dans le cadre du rebasage à l'année de base 2023.

2.1 Grandes opérations et études spécifiques

La production des comptes nationaux rebasés a mobilisé les résultats de plusieurs grandes opérations statistiques et études spécifiques conduites au cours de la période 2018-2024. Ces travaux ont fourni des informations actualisées sur les différentes branches d'activité et ont permis d'améliorer la mesure des principaux agrégats macroéconomiques, notamment à travers une meilleure couverture de l'économie et une actualisation des paramètres techniques utilisés pour les estimations.

2.1.1 Grandes opérations

Les comptes nationaux rebasés se sont appuyés sur plusieurs grandes opérations statistiques ayant fourni des données récentes et exhaustives. Il s'agit notamment du Recensement National de l'Agriculture (RNA), de l'Enquête Statistique Agricole (ESA), du troisième Recensement Général des Entreprises (RGE3), de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM), de l'Enquête sur le Commerce Extérieur Non Enregistré (ECENE) et de la cartographie censitaire du cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH5).

2.1.1.1 Recensement National de l'Agriculture (RNA)

Le Recensement National de l'Agriculture a fourni des données exhaustives sur les superficies mises en culture, les rendements des principales cultures

vivrières et de rente, les effectifs du cheptel par espèce et par région, ainsi que les données des activités de pêche, tant continentale que maritime. L'exploitation de ces résultats a permis de faire une révision substantielle des estimations du secteur primaire, notamment en ce qui concerne les productions animales (lait, œufs, cuirs et peaux) et les cultures de rente telles que le coton, l'anacarde, le palmier à huile et l'ananas.

2.1.1.2 Enquête Statistique Agricole (ESA)

Mise en œuvre de façon annuelle depuis 2022, l'Enquête Statistique Agricole (ESA) fournit des données actualisées sur les productions agricoles et contribue à l'actualisation régulière des estimations du secteur primaire. Complémentaire au RNA, elle a permis de disposer d'estimations plus précises sur la campagne agricole 2023.

2.1.1.3 Troisième Recensement Général des Entreprises (RGE3)

Le troisième Recensement Général des Entreprises, réalisé en 2023, a permis de disposer d'informations sur la structure ainsi que les performances économiques des entreprises formelles et informelles exerçant leurs activités au Bénin. Cette opération a contribué à la mise à jour des structures de production et de consommation intermédiaire des secteurs secondaire et tertiaire. Elle a également permis l'identification et la prise en compte d'unités de production informelles précédemment non recensées, notamment dans les industries agro-alimentaires, la fabrication de matériaux de construction et le secteur des services.

2.1.1.4 Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM)

L'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages 2021-2022 constitue la principale source d'information mobilisée pour l'estimation de la consommation finale des ménages. Elle fournit des données exhaustives et détaillées sur les dépenses des ménages par poste de consommation, couvrant aussi bien les achats marchands que l'autoconsommation.

2.1.1.5 Enquête sur le Commerce Extérieur Non Enregistré (ECENE)

L'ECENE, réalisée en 2022, a contribué à une meilleure estimation des flux commerciaux informels transitant par les frontières du Bénin et complétant les statistiques douanières officielles. Les résultats de cette enquête ont permis d'améliorer les estimations des exportations et importations de produits.

2.1.1.6 Cartographie censitaire du RGPH5

La cartographie réalisée entre 2023 et 2024 dans le cadre du cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH-5) a permis

de disposer d'informations actualisées sur la taille des ménages et la structure démographique de la population. Ces données constituent des intrants utiles pour l'estimation de certains agrégats, notamment la consommation des ménages et le PIB par habitant.

2.1.2 Enquêtes spécifiques

En complément des grandes opérations statistiques, des enquêtes spécifiques ont été menées pour améliorer la couverture de certaines activités économiques et combler les insuffisances des sources statistiques disponibles.

2.1.2.1 Étude sur les marges de commerce et transport

Dans le cadre de l'élaboration des comptes nationaux, les données sur les marges de commerce et de transport revêtent une importance capitale pour la valorisation des biens au prix d'acquisition. C'est dans cette perspective que l'INStaD a conduit une enquête sur les marges de commerce et de transport. Cette enquête a porté sur 397 produits élémentaires faisant l'objet de transactions commerciales et d'opérations de transport sur l'ensemble du territoire national.

Les résultats obtenus ont permis d'actualiser la matrice des taux de marge de commerce et de transport, restée inchangée depuis le précédent rebasage de 2015, en dépit des mutations profondes qu'a connues l'économie béninoise durant cette période. Par ailleurs, l'estimation des marges a intégré les différentes catégories d'acteurs intervenant dans la chaîne commerciale, notamment les importateurs, les grossistes, les détaillants et les exportateurs.

2.1.2.2 Synthèse des études du secteur primaire

Dans le secteur primaire, plusieurs études ont été menées afin d'améliorer la mesure des activités agricoles, halieutiques et d'élevage. Ces travaux ont mobilisé des sources statistiques récentes, notamment l'Enquête Statistique Agricole (ESA 2023), l'Enquête sur l'économie des exploitations agricoles (FARMECO) réalisée en 2023, les enquêtes sur la production de l'anacarde ainsi que les recensements des unités de pêche réalisés par la Direction de la Statistique Agricole (DSA). Ils ont permis d'actualiser les niveaux de production, les structures de coûts, les coefficients techniques ainsi que les investissements des différentes branches du secteur primaire.

Les estimations ont reposé sur la valorisation des productions aux prix observés auprès des producteurs et sur l'évaluation des consommations intermédiaires à partir des coûts d'exploitation effectivement supportés par les unités de production. L'ensemble de ces travaux a permis d'améliorer la qualité des estimations de la production, de la valeur ajoutée et de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) du secteur primaire.

2.1.2.3 Étude sur le Transport Routier Informel de Passagers (TRIP)

L'étude sur le Transport Routier Informel de Passagers (TRIP) a eu pour objectif d'améliorer la mesure des éléments des comptes de production et d'exploitation dans le transport routier informel de passagers. Elle tente de tenir compte de l'amélioration du réseau routier sur la période 2016-2023. En effet, l'indice général du réseau routier est passé de 46% en 2016 à 63% en 2020 (cf. Programme d'Actions du Gouvernement 2021-2026). Par ailleurs, elle tient compte du développement de l'activité du TRIP par automobile. Lors du rebasage 2015, la mesure de ladite activité a été réalisée par le biais de l'enquête de l'INStAD sur l'activité des zémidjans (transport par motocycles) uniquement, et le recours à des estimations se basant sur les anciens comptes pour le transport par automobile.

Les estimations réalisées s'appuient sur la constitution de deux bases de données sur les professionnels du TRIP à partir de EHCVM 2018/2019 et EHCVM 2021/2022 ; les données du RGPH-4 et les projections démographiques révisées de l'INStAD ; les statistiques de prix sur l'essence de contrebande (communément appelée « kpayô ») ; et diverses études.

2.1.2.4 Étude sur le Transport Routier Formel

L'étude sur le transport routier formel et les agences de voyages a été réalisée pour actualiser les paramètres structurels de la branche transport, à savoir la production, les consommations intermédiaires, la formation brute de capital fixe, l'emploi et la rémunération salariale. Le champ a été circonscrit aux unités formelles immatriculées au Registre du Commerce, réparties en trois sous-secteurs, le transport de personnes, le transport de marchandises et les agences de voyages. L'étude a porté sur 379 entreprises identifiées par croisement du Répertoire Général des Entreprises actualisé et des Déclarations Statistiques et Fiscales 2023.

2.1.2.5 Étude sur la restauration et l'hébergement

Le secteur de l'hébergement et de la restauration constitue une composante essentielle pour l'estimation du produit intérieur brut (PIB). À cet effet, l'INStAD a conduit une enquête auprès des établissements exerçant dans ces activités, dans le cadre du rebasage des comptes nationaux du Bénin à l'année de base 2023. Cette opération a concerné 2 079 unités réparties sur l'ensemble du territoire national.

Les résultats issus de cette enquête ont permis de réviser et d'actualiser les coefficients techniques de la branche. Par ailleurs, les travaux d'évaluation ont intégré les différentes catégories d'acteurs participant à la chaîne de valeur des activités d'hébergement et de restauration, favorisant ainsi une meilleure appréciation de leur contribution à la création de richesse et à la dynamique économique nationale.

2.1.2.6 Etude sur la Recherche et Développement

Cette étude a été réalisée dans l'optique de mesurer la production, les emplois, les investissements consacrés à la Recherche et Développement (R&D) en vue de leur intégration dans les comptes nationaux, conformément aux recommandations du SCN 2008 et du Manuel de Frascati (2015). Elle s'appuie sur les données issues de l'Enquête nationale sur la collecte des données relatives au personnel et aux dépenses de la R&D, organisée par la Direction Générale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (DGRSI) du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, en 2023. La collecte a reposé sur une approche de recensement des structures menant des activités de la R&D dans les principaux secteurs institutionnels.

2.1.2.7 Etude sur les professionnels du sexe

L'étude a été réalisée afin de mesurer la production, les emplois, les investissements de l'activité des professionnels du sexe en vue de son intégration dans les comptes nationaux. Elle s'appuie sur les données issues de la cartographie des sites de fréquentation et d'exercice de l'activité, complétée par des entretiens auprès des gérants de sites et d'autres informateurs clés. Cette étude a été menée en 2021, par le Ministère de la Santé en collaboration avec l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStaD). Les données collectées ont servi à estimer la taille de la population concernée ainsi que le niveau de production associé à cette activité, afin d'améliorer la couverture de l'informel dans les comptes nationaux.

2.1.2.8 Etude sur les Institutions Sans But Lucratif

Les Institutions Sans But Lucratif (ISBL) regroupent des entités privées produisant des services non marchands destinés aux ménages ou à des groupes spécifiques de la population. Malgré leur contribution significative à la prestation de services sociaux, à l'accompagnement des politiques publiques et à la création d'emplois, leur poids économique reste insuffisamment documenté en raison de la grande diversité des structures et de la pluralité de leurs modes de financement. Le champ d'observation couvre les clubs sportifs et de loisirs, les associations culturelles, les établissements privés d'enseignement et de santé, les instituts de recherche indépendants, les organisations humanitaires et caritatives, les communautés religieuses, les associations de défense des droits ainsi que les fondations.

L'enquête menée en 2025, auprès de ces institutions dans le cadre du rebasage des comptes nationaux a permis de disposer des principaux agrégats qui mesurent leur contribution à l'économie.

2.2 Meilleure couverture du secteur informel

Le secteur informel occupe une place prépondérante au sein de l'économie béninoise. Sa couverture a été substantiellement améliorée grâce à l'exploitation conjointe des données du RGE3 , de l'EHCVM ainsi que des études spécifiques. Par ailleurs, des méthodes d'estimation ont été développées et utilisées afin de prendre en compte les activités non couvertes par les enquêtes régulières, notamment les services de transport informel et l'agriculture.

3 PRINCIPAUX RÉSULTATS DU REBASAGE DES COMPTES NATIONAUX

Les améliorations méthodologiques et la mobilisation de nouvelles sources statistiques ont conduit à une révision des principaux agrégats macroéconomiques et de la structure de l'économie béninoise. La présente section présente les effets du rebasage sur le PIB, les résultats selon les approches production et dépenses, ainsi que les changements observés dans la répartition de la valeur ajoutée par secteur institutionnel.

3.1 Réévaluation du PIB

Au terme des travaux de rebasage des comptes nationaux du Bénin (base 2023), le PIB de l'année 2023 est estimé à **14 020,2 milliards de FCFA** contre **11 200,7 milliards de FCFA** pour la même année selon la base 2015, soit une **révision de 25,2%**, représentant un accroissement de **2 819,5 milliards de FCFA**. Cette réévaluation est la résultante d'un relèvement de la valeur ajoutée globale de 26,4%. Elle traduit une amélioration de la couverture statistique et l'intégration de nouvelles sources de données.

3.2 Analyse par approche production

Selon l'optique production, le rebasage se traduit par une réévaluation différenciée des secteurs d'activité.

La valeur ajoutée du secteur primaire a été réévaluée de 25,0%, portée principalement par l'agriculture (contribution de 68,4%). Quatre études spécifiques alimentées par les nouveaux paramètres techniques du RNA et de l'ESA, les analyses en filière, la meilleure estimation de la production pour usage final propre des ménages agricoles et la collecte de prix spécifiques sur certains produits horticoles sous-tendent ce taux de réévaluation. L'étude agricole sur la production, les coûts de production et les comptes d'exploitation a actualisé les coefficients de consommations intermédiaires et les taux de valeur ajoutée des spéculations. L'étude sur le palmier à huile restitue une filière de rente dont la transformation artisanale était peu couverte. L'élevage est, quant à lui, exploré par l'étude dédiée à la production animale combinée à la réestimation des paramètres zootechniques, et la

valorisation des productions animales secondaires (lait, œufs, cuir et peaux) et des abattages non contrôlés. Enfin, la pêche a fait l'objet d'une étude couvrant à la fois la pêche maritime artisanale et la pêche continentale, segments antérieurement sous-mesurés.

Le secteur secondaire enregistre la réévaluation la plus marquée (56,1%), tiré par celle des BTP (contribution de 60,6%) suivis des industries agro-alimentaires et des autres industries manufacturières, reflétant une meilleure prise en compte des investissements productifs et des activités de transformation locale. Ces écarts traduisent l'effet de l'élargissement du champ des unités couvertes par le RGE3, qui a permis d'identifier des unités de production informelles non répertoriées, notamment dans la transformation agro-alimentaire artisanale et la fabrication de matériaux de construction.

Le secteur tertiaire est réévalué de 21,1%, sous l'effet notamment de la réévaluation de 229,5% de l'activité de la branche restaurants et hôtels (contribution de 40,1%), et de celle du commerce (contribution de 33,2%). Cela s'explique par la réestimation de la production des restaurants et hôtels compatible avec le niveau de la consommation finale hors-ménage constaté dans l'EHCVM 2021/2022 ainsi que la couverture renforcée des services marchands en lien avec la dynamique de l'offre touristique au Bénin au cours des cinq dernières années. Par ailleurs, les ajustements au niveau du commerce s'appuient sur l'étude spécifique consacrée aux marges de commerce et de transport. En effet, cette étude recalibre les taux de marge par produit dans le nouveau TRE ainsi que sur l'élargissement de la couverture du commerce informel, et permet une meilleure valorisation des marges sur les flux de réexportation et le commerce non enregistré aux frontières terrestres mesurés par l'ECENE. Particulièrement, la branche des autres services est réévaluée de 16,6% et compte pour 15,6% de la réévaluation imputable au secteur tertiaire. Cet écart est alimenté notamment par l'intégration de l'économie non observée avec les études spécifiques sur les professionnelles du sexe, le change informel, les institutions sans but lucratif, et les activités de recherche et développement.

En somme, la valeur ajoutée totale progresse de 28,0%, tandis que les impôts et taxes nets de subventions demeurent globalement inchangés comme le montre le tableau 1.

Tableau 1 : Révision du PIB selon l'optique production (en milliards de FCFA)

Libellé	2023 (base 2015)	2023 rebasé	Taux de réévaluation (%)
Secteur primaire	2 997,8	3 745,8	25,00
Agriculture	2 460,6	2 972,3	20,8

Libellé	2023 (base 2015)	2023 rebasé	Taux de réévaluation (%)
Élevage, chasse	271,9	427,1	57,0
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	265,2	346,4	30,6
Secteur secondaire	1 667,1	2 603,0	56,1
Activités extractives	58,1	60,1	3,4
Industries Agro-alimentaires	505,5	715,6	41,6
Autres Industries manufacturières	451,4	599,8	32,9
Électricité, gaz et eau	144,9	152,9	5,5
BTP	507,3	1 074,6	111,8
Secteur tertiaire	5 386,8	6 522,1	21,1
Commerce	1 193,8	1 570,5	31,6
Restaurants et hôtels	198,2	653,1	229,5
Transports	1 281,9	1 287,1	0,4
Postes et télécommunications	374,9	378	0,8
Banques et organismes financiers	159,7	193,4	21,1
Administration publique et sécurité sociale	530,9	550,1	3,6
Éducation	433,7	474,9	9,5
Santé et action sociale	144,1	168,1	16,7
Autres services (y compris le service des professionnels du sexe)	1 069,5	1 247,1	16,6
Total des valeurs ajoutées	10 051,6	12 871,1	28,0
Impôts et taxes nets des Subventions	1 149,1	1 149,1	0,0
PIB	11 200,7	14 020,2	25,2

Source : INStaD, Résultats des comptes nationaux rebasés, 2023

3.3 Analyse de l'approche par dépense

Selon l'optique dépenses, les principaux changements issus du rebasage concernent la formation brute de capital fixe (FBCF), qui enregistre une réévaluation de 36,6%, traduisant une meilleure mesure des investissements réalisés, notamment dans les infrastructures, la construction et les équipements productifs à la GDIZ et dans d'autres structures.

La consommation finale progresse de 23,5%, sous l'effet de l'augmentation de la consommation finale privée (25,1%), reflétant l'actualisation des sources de dépenses des ménages et une meilleure prise en compte de certaines composantes, en particulier dans le secteur informel.

Par ailleurs, les exportations et les importations ont connu une hausse respectivement de 24,5% et 45,3%, ce qui traduit une amélioration de la mesure des échanges extérieurs comme le montre le tableau 2.

Tableau 2 : Révision du PIB selon l'optique dépense (en milliards de FCFA)

Libellé	CNA2023 (base 2015)	CNA2023 (base 2023)	Évolution
1. Dépense de Consommation Finale	8 707,0	10 753,4	23,5%
dont privée	7 533,7	9 425,3	25,1%
Publique	1 173,3	1 328,1	13,2%
2. FBCF	2 725,1	3 723,8	36,6%
Privée	2 452,6	3 351,4	36,6%
Publique	272,5	372,4	36,6%
3. Variation des stocks	206,3	736,0	256,8%
4. Investissement (2+3)	2 931,5	4 459,8	52,1%
5. Exportations nettes (6-7)	- 437,8	-1 193,0	172,5%
6. Exportations	2 670,9	3 325,4	24,5%
Exportations des biens	2 320,6	2 773,6	19,5%
Exportations des services	350,3	551,8	57,5%
7. Importations	3 108,7	4 518,4	45,3%
Importations des biens	2 867,7	3 797,7	32,4%
Importations des services	241,0	720,7	199,0%
PIB (Emploi)	11 200,7	14 020,2	25,2%

Source : INStAD, Résultats des comptes nationaux rebasés, 2023

Les postes désormais mieux estimés comprennent : la consommation alimentaire hors domicile, les loyers effectifs et imputés, l'autoconsommation des ménages, les dépenses dans le commerce et les services informels, les dépenses de santé et d'éducation auprès de l'offre privée, ainsi que l'ensemble des flux associés à l'économie non observée identifiés par les études spécifiques sectorielles.

La FBCF progresse de 36,6%, portant sa part dans le PIB de 24,3 à 26,6%. Cette évolution est pleinement cohérente avec la revalorisation du secteur de la construction côté production, la construction représentant l'essentiel de la formation de capital fixe au Bénin.

Un élément méthodologique notable mérite d'être souligné : la prise en compte des dépenses de recherche et développement (R&D) mesurées par une étude spécifique, est enregistrée en FBCF au titre des produits de propriété intellectuelle, conformément au Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008).

Le déficit des échanges extérieurs passe de 437,8 à 1 193,0 milliards de FCFA, soit de 3,9 à 8,5% du PIB. Cette dégradation du déficit commercial résulte d'une asymétrie marquée entre la dynamique des exportations et celle des importations.

Les exportations progressent de 24,5% (de 2 670,9 à 3 325,4 milliards de FCFA), avec une hausse pour les biens (19,5%) et une forte progression pour les services (57,5%). Les importations, en revanche, progressent de 45,3% (de

3 108,7 à 4 518,4 milliards de FCFA). L'élément le plus saillant est le quasi-triplement des importations de services (199,0%), qui passent de 241,0 à 720,7 milliards de FCFA. Cette forte révision des importations de services traduit une meilleure couverture de plusieurs flux auparavant sous-estimés : services de transport liés aux importations de biens, services de construction, d'ingénierie et d'assistance technique mobilisés par les grands chantiers des Programmes d'Action du Gouvernement (PAG), services de gestion liés aux opérateurs économiques internationaux, et services numériques et de télécommunications importés.

3.4 Analyse par secteur institutionnel

La ventilation par secteur institutionnel (présenté dans le tableau 3) apporte une lecture complémentaire de la revalorisation issue du rebasage 2023, en répondant à la question de savoir qui produit la valeur ajoutée supplémentaire. Cette double approche (par branche et par secteur institutionnel) permet de vérifier la cohérence d'ensemble du processus de rebasage et d'apporter des éclairages supplémentaires sur les dynamiques structurelles de l'économie béninoise depuis 2015.

Le secteur des ménages, qui regroupe l'ensemble des entreprises individuelles, enregistre la progression la plus marquée avec une valeur ajoutée en hausse de 35,3%, passant de 6 259 215 à 8 470 711 millions de FCFA. Cette évolution explique à elle seule environ 78% de l'écart total de revalorisation, soit une contribution de 0,197 point sur les 0,252 point de PIB additionnel issus du rebasage. Le poids des ménages dans la valeur ajoutée totale progresse ainsi de 62,3% à 65,8%.

Cette forte hausse traduit directement les effets du programme de mesure de l'économie informelle et non observée, conduit dans le cadre du rebasage. En effet, une grande partie des activités caractéristiques du tissu économique béninois relève de la production individuelle non formalisée : la restauration et les débits de boisson, le commerce informel, le transport artisanal, les services de logement, le change informel, les services des professionnelles du sexe, ainsi que l'essentiel des activités agricoles du secteur primaire. Ces activités, longtemps sous-captées par les enquêtes et sources administratives utilisées dans la base 2015, sont désormais mieux appréhendées grâce aux nouvelles sources de données mobilisées.

Les sociétés non financières affichent une progression de 16,5%, passant de 2 677 371 à 3 119 152 millions de FCFA, soit un rythme nettement inférieur à celui des ménages. Ce résultat modéré reflète une composition hétérogène de leur portefeuille d'activités. D'un côté, les industries et le BTP d'entreprise tirent la valeur ajoutée vers le haut, notamment grâce à l'entrée en production de nouvelles unités industrielles au cours de l'année de base 2023, illustrant

la dynamique d'industrialisation amorcée par le Bénin depuis 2015 (zones industrielles, transformation locale de matières premières). De l'autre côté, ce dynamisme est partiellement compensé par la révision à la baisse du segment du fret, dont les opérateurs formels appartiennent à ce secteur institutionnel, ainsi que par la quasi-stabilité observée dans les télécommunications.

Les sociétés financières progressent de 16,5%, passant de 159 625 à 186 004 millions de FCFA, un taux inférieur à celui de la branche des banques et organismes financiers (21,1%). Cet écart, loin de constituer une incohérence, confirme au contraire la qualité et la finesse de la ventilation institutionnelle réalisée lors du rebasage. En effet, une partie de la valeur ajoutée financière de la branche provient des activités de change informel, exercées par des cambistes relevant d'entreprises individuelles, donc classées dans le secteur des ménages et non dans celui des sociétés financières. Ce résultat illustre ainsi la dualité structurelle du secteur financier béninois, entre un secteur formel bancaire en expansion et un secteur informel de change toujours actif et désormais mieux comptabilisé.

Les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) connaissent la progression relative la plus spectaculaire, avec une valeur ajoutée en hausse de 89,7%, passant de 59 689 à 113 208 millions de FCFA. Cette évolution résulte directement d'une étude spécifique menée sur ce secteur dans le cadre du rebasage, secteur qui était jusque-là très imparfaitement couvert par les sources statistiques disponibles (associations, ONG, organisations confessionnelles, syndicats, fondations).

Les administrations publiques enregistrent une hausse de 9,6%, passant de 895 704 à 982 075 millions de FCFA. Ce rythme modéré est cohérent avec la méthode d'évaluation de la production des administrations, valorisée par les coûts à partir des données du TOFE (Tableau des Opérations Financières de l'État) et du SIGFIP (Système Intégré de Gestion des Finances Publiques), sources déjà relativement bien exploitées et donc moins sujettes à des révisions majeures. L'écart observé avec la revalorisation de seulement 3,6% constatée au niveau de la seule branche de l'administration publique s'explique par le périmètre plus large du secteur institutionnel, qui englobe également les services publics d'éducation et de santé, dont la revalorisation a été plus importante, tirant ainsi vers le haut la moyenne du secteur.

En somme, la valeur ajoutée globale progresse de 28,1%, passant de 10 051 604 à 12 871 150 millions de FCFA, contribuant pour 0,252 point au PIB rebasé, qui s'établit à 14 020 200 millions de FCFA contre 11 200 654 millions dans l'ancienne base (25,2%), les impôts nets de subventions restant inchangés.

Tableau 3 : Répartition de la valeur ajoutée par secteur institutionnel selon les deux bases (millions de FCFA)

Libellé	Base 2015	Base 2023	Écart	Évolution (%)	Contribution (%)
Sociétés non financières	2 677 371	3 119 152	441 781	16,5	0,039
Sociétés financières	159 625	186 004	26 379	16,5	0,002
Administrations publiques	895 704	982 075	86 371	9,6	0,008
Ménages	6 259 215	8 470 711	2 211 496	35,3	0,197
ISBLSM	59 689	113 208	53 519	89,7	0,005
Total des valeurs ajoutées	10 051 604	12 871 150	2 819 546	28,1	0,252
Impôts et taxes nets des subventions	1 149 050	1 149 050	-	-	-
PIB	11 200 654	14 020 200	2 819 546	25,2	0,252

Source : INStAD, Résultats des comptes nationaux rebasés, 2023

4 COMPTES DE LA PREMIERE ANNEE COURANTE, 2024

Le PIB de la première année courante s'établit à **15 087,5 milliards de francs CFA**, soit un taux de croissance de **7,6%**.

En 2024, le secteur tertiaire demeure le principal contributeur à l'activité économique, représentant 46,8% du PIB, contre 46,5% en 2023. Il est suivi du secteur primaire, dont la part s'établit à 26,2% en 2024 contre 26,7% l'année précédente, et du secteur secondaire, qui représente 18,6% en 2024 comme en 2023.

La dynamique du secteur primaire reste essentiellement portée par l'agriculture, celle du secteur secondaire par les industries agroalimentaires et les bâtiments et travaux publics (BTP), tandis que le tertiaire demeure soutenu par le commerce et les transports.

Tableau 4 : Ventilation du PIB 2024 à prix courants par secteur (milliards de FCFA)

Libellé	2023	2024	Contribution	Evolution
Secteur primaire	3 745,8	4 000,3	25,9%	6,8%
Agriculture	2 972,3	3 163,3	20,5%	6,4%
Élevage, chasse	427,1	460,1	3,0%	7,7%
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	346,4	376,9	2,4%	8,8%
Secteur secondaire	2 603,0	2 821,8	18,3%	8,4%
Activités extractives	60,1	70,2	0,5%	16,7%
Industries Agro-alimentaires	715,6	770,7	5,0%	7,7%
Autres Industries manufacturières	599,8	645,2	4,2%	7,6%
Électricité, gaz et eau	152,9	165,7	1,1%	8,4%
BTP	1 074,6	1 169,9	7,6%	8,9%
Secteur tertiaire	6 522,3	7 435,8	48,2%	14,0%
Commerce	1 570,5	1 790,5	11,6%	14,0%
Restaurants et hôtels	653,1	744,6	4,8%	14,0%
Transports	1 287,1	1 400,2	9,1%	8,8%
Postes et télécommunications	378,0	498,0	3,2%	31,7%
Banques et organismes financiers	193,4	200,5	1,3%	3,7%
Administration publique et sécurité sociale	550,1	637,2	4,1%	15,8%
Éducation	474,9	541,4	3,5%	14,0%
Santé et action sociale	168,1	201,6	1,3%	20,0%
Autres services (y compris le service des professionnels du sexe)	1 247,1	1 421,8	9,2%	14,0%
Total des valeurs ajoutées	12 871,1	14 257,9	92,4%	10,8%
Impôts et taxes nets des Subventions	1 149,1	1 178,1	7,6%	2,5%
PIB (optique offre)	14 020,2	15 436,0	100,0%	10,1%

Source : INStAD, Résultats des comptes de l'année courante 2024

Tableau 5 : Emplois du PIB 2024 à prix courants (milliards de FCFA)

Libellé	2023	2024	Contribution	Evolution
Dépense de consommation finale	10 753,4	11 587,8	75,1%	7,8%
dont privée	9 425,3	9 915,0	64,2%	5,2%
dont publique	1 328,1	1 672,7	10,8%	25,9%
FBCF	3 723,8	4 075,0	26,4%	9,4%
dont privée	3 351,4	3 682,9	23,9%	9,9%
dont publique	372,4	392,1	2,5%	5,3%
Variation des stocks	736	876,2	5,7%	19,0%
Exportations nettes	-1 193,0	- 1 103,0	-7,1%	-7,5%
Exportations	3 325,4	3 735,1	24,2%	12,3%
Exportations de biens	2 773,6	3 092,0	20,0%	11,5%
Exportations de services	551,8	643,1	4,2%	16,5%
Importations	4 518,4	4 838,1	31,3%	7,1%
Importations de biens	3 797,7	4 024,9	26,1%	6,0%
Importations de services	720,7	813,2	5,3%	12,8%
PIB (optique demande)	14 020,2	15 436,0	100,0%	10,1%

Source : INStAD, résultats des comptes de l'année courante 2024

Tableau 6 : Ventilation du PIB 2024 à prix constants par secteur (milliards de FCFA)

Libellé	2023	2024	Contribution	Evolution
Secteur primaire	3 745,8	3 950,5	26,2%	5,5%
Agriculture	2 972,3	3 118,2	20,7%	4,9%
Élevage, chasse	427,1	460,6	3,1%	7,8%
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	346,4	371,7	2,5%	7,3%
Secteur secondaire	2 603,0	2 802,8	18,6%	7,7%
Activités extractives	60,1	66,7	0,4%	10,9%
Industries Agro-alimentaires	715,6	769,0	5,1%	7,5%
Autres Industries manufacturières	599,8	646,4	4,3%	7,8%
Électricité, gaz et eau	152,9	163,5	1,1%	6,9%
BTP	1 074,6	1 157,3	7,7%	7,7%
Secteur tertiaire	6 522,3	7 067,8	46,8%	8,4%
Commerce	1 570,5	1 692,9	11,2%	7,8%
Restaurants et hôtels	653,1	703,7	4,7%	7,8%
Transports	1 287,1	1 383,7	9,2%	7,5%
Postes et télécommunications	378,0	406,7	2,7%	7,6%
Banques et organismes financiers	193,4	207,1	1,4%	7,1%
Administration publique et sécurité sociale	550,1	590,9	3,9%	7,4%
Éducation	474,9	511,0	3,4%	7,6%
Santé et action sociale	168,1	179,9	1,2%	7,0%
Autres services (y compris le service des professionnels du sexe)	1 247,1	1 391,9	9,2%	11,6%
Total des valeurs ajoutées	12 871,1	13 821,1	91,6%	7,4%
Impôts et taxes nets des Subventions	1 149,1	1 266,4	8,4%	10,2%
PIB (optique offre)	14 020,2	15 087,5	100,0%	7,6%

Source : INStAD, Résultats des comptes de l'année courante 2024

Tableau 7 : Emplois du PIB 2024 à prix constants (milliards de FCFA)

Libellé	2023	2024	Contribution	Evolution
Dépense de consommation finale	10 753,4	11 448,0	75,9%	6,5%
dont privée	9 425,3	9 923,0	65,8%	5,3%
dont publique	1 328,1	1 525,0	10,1%	14,8%
FBCF	3 723,8	4 170,5	27,6%	12,0%
dont privée	3 351,4	3 798,4	25,2%	13,3%
dont publique	372,4	372,1	2,5%	-0,1%
Variation des stocks	736	760,7	5,0%	3,4%
Exportations nettes	-1 193,0	- 1 291,8	-8,6%	8,3%
Exportations	3 325,4	3 291,2	21,8%	-1,0%
Exportations de biens	2 773,6	2 740,1	18,2%	-1,2%
Exportations de services	551,8	551,1	3,7%	-0,1%
Importations	4 518,4	4 583,0	30,4%	1,4%
Importations de biens	3 797,7	3 801,0	25,2%	0,1%
Importations de services	720,7	782,0	5,2%	8,5%
PIB (optique demande)	14 020,2	15 087,5	100,0%	7,6%

Source : INStAD, résultats des comptes de l'année courante 2024

5 RETROPOLATION DES COMPTES NATIONAUX

L'objectif a été de reconstruire une série historique cohérente des comptes nationaux selon la nouvelle année de base, sans chercher à reproduire intégralement les comptes détaillés de l'année de base pour chaque année passée. L'idée centrale est de conserver autant que possible les niveaux et évolutions historiques observés, tout en appliquant rétrospectivement les changements conceptuels, de nomenclatures et de structures introduits par le nouveau contexte économique.

Ainsi, avant tout calcul, il a été question d'établir une matrice de correspondance entre l'ancienne et la nouvelle nomenclature. Cette étape a été fondamentale, afin de rendre cohérente l'évolution des séries des comptes nationaux.

Tableau 8 : Ventilation du PIB à prix courants base 2023 par secteurs d'activités (milliards de FCFA)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Secteur primaire	790,2	843,2	945,3	1 053,8	1 074,1	1 212,9	1 299,0	1 417,2	1 476,5
Agriculture	567,5	595,0	674,8	759,6	773,2	908,3	953,1	1 041,2	1 086,1
Elevage, chasse	46,2	50,6	57,5	60,4	66,0	66,6	74,7	84,2	89,9
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	176,5	197,6	213,1	233,8	234,9	238,0	271,1	291,8	300,6
Secteur secondaire	494,4	564,5	690,2	740,7	808,5	805,8	893,9	931,2	921,5
Activités extractives	5,0	5,2	6,2	5,9	6,6	6,9	7,6	8,7	9,7
Industries Agro-alimentaires	171,1	201,3	248,2	283,3	302,1	294,6	335,5	353,0	330,3
Autres Industries manufacturières	158,3	184,7	205,2	212,1	227,4	232,9	251,4	263,3	254,0
Electricité, gaz et eau	15,7	15,6	16,6	22,3	30,6	32,4	32,0	33,1	41,8
BTP	144,3	157,7	214,0	217,1	241,9	239,0	267,4	273,1	285,8
Secteur tertiaire	910,6	1 055,5	1 200,0	1 254,3	1 392,7	1 447,1	1 567,0	1 712,0	1 899,4
Commerce	289,5	357,1	377,0	407,9	415,1	431,2	483,1	515,3	571,8
Restaurants et hôtels	141,6	129,7	161,6	162,7	221,0	207,0	209,4	207,7	211,8
Transports	74,0	106,7	116,4	124,6	135,7	143,8	158,1	188,8	231,7
Postes et télécommunications	51,0	71,6	78,8	83,9	91,1	96,8	106,6	125,7	151,7
Banques et organismes financiers	16,4	14,6	39,7	38,4	50,6	53,7	48,5	53,7	68,5
Administration publique et sécurité sociale	53,0	56,9	59,4	60,9	74,7	77,3	85,6	103,8	114,6
Education	58,6	62,2	75,6	86,2	97,0	108,9	119,6	128,2	135,3
Santé et action sociale	27,5	28,4	32,8	32,8	35,8	35,7	37,4	43,7	48,4
Autres services	198,9	228,3	258,8	256,9	271,6	292,6	318,8	345,1	365,6
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	2 195,1	2 463,2	2 835,5	3 048,7	3 275,3	3 465,8	3 759,9	4 060,5	4 297,4
Impôts et taxes nets des Subventions	541,6	559,6	411,2	516,2	512,4	526,8	470,6	442,6	489,2
PIB (optique offre)	2 736,8	3 022,8	3 246,7	3 564,9	3 787,7	3 992,6	4 230,5	4 503,0	4 786,6

Tableau 8 : Ventilation du PIB à prix courants base 2023 par secteurs d'activités (suite) (milliards de FCFA)

Libellé	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	1 623,2	1 701,2	1 676,0	1 755,8	1 963,9	2 079,5	2 212,0	2 319,8	2 491,4
Agriculture	1 210,8	1 270,8	1 229,0	1 277,7	1 459,1	1 568,4	1 659,7	1 711,6	1 878,3
Elevage, chasse	103,3	115,6	122,1	145,6	155,8	161,6	194,2	253,7	272,8
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	309,1	314,9	324,9	332,6	349,0	349,5	358,1	354,5	340,3
Secteur secondaire	941,8	1 010,0	1 056,9	1 121,6	1 186,9	1 310,0	1 323,2	1 388,4	1 370,7
Activités extractives	11,9	18,5	19,0	16,2	19,3	17,0	31,9	33,9	34,3
Industries Agro-alimentaires	309,2	327,6	317,4	366,9	399,4	438,0	441,6	414,9	420,5
Autres Industries manufacturières	280,1	291,4	297,1	273,4	255,8	287,5	292,3	330,7	345,0
Electricité, gaz et eau	42,3	40,3	50,7	63,5	111,8	105,7	118,8	133,5	79,2
BTP	298,3	332,2	372,7	401,6	400,6	461,8	438,6	475,4	491,7
Secteur tertiaire	2 272,5	2 394,7	2 474,4	2 797,6	3 299,7	3 611,9	3 859,1	3 878,1	3 933,0
Commerce	610,5	582,7	566,5	714,2	834,7	1 005,6	1 032,9	1 029,4	1 093,7
Restaurants et hôtels	255,8	308,9	317,0	401,7	398,2	414,8	453,5	453,9	391,8
Transports	332,9	294,9	315,8	336,8	507,4	575,3	602,7	649,0	700,9
Postes et télécommunications	213,5	194,7	207,7	222,5	325,5	365,5	382,9	256,9	246,9
Banques et organismes financiers	91,6	142,8	145,7	115,1	120,6	90,9	153,4	134,4	151,1
Administration publique et sécurité sociale	136,5	170,0	192,2	204,1	237,8	253,8	265,9	309,0	284,4
Education	161,8	193,6	207,2	225,2	239,8	260,2	273,2	305,4	264,6
Santé et action sociale	58,1	46,3	53,0	55,6	61,5	65,8	79,0	99,9	85,2
Autres services	411,8	460,7	469,4	522,2	574,3	579,9	615,5	640,2	714,5
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	4 837,5	5 105,9	5 207,3	5 675,0	6 450,5	7 001,4	7 394,3	7 586,3	7 795,1
Impôts et taxes nets des Subventions	510,4	509,3	550,5	456,7	482,5	499,9	557,8	550,6	591,7
PIB (optique offre)	5 347,9	5 615,2	5 757,8	6 131,7	6 933,0	7 501,3	7 952,1	8 136,9	8 386,8

Tableau 8 : Ventilation du PIB à prix courants base 2023 par secteurs d'activités (suite et fin) (milliards de FCFA)

Libellé	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (est.)	2025 (est.)
Secteur primaire	2 700,8	2 908,7	3 126,8	3 072,2	3 451,5	3 612,3	3 745,8	4 000,3	4 151,9
Agriculture	2 082,8	2 227,0	2 448,7	2 501,6	2 809,8	2 901,9	2 972,3	3 163,3	3 257,5
Elevage, chasse	285,2	295,8	303,7	278,1	393,1	411,3	427,1	460,1	471,9
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	332,9	385,9	374,4	292,5	248,6	299,1	346,4	376,9	422,5
Secteur secondaire	1 407,0	1 480,8	1 668,7	1 860,8	2 040,4	2 336,4	2 603,1	2 821,8	3 127,9
Activités extractives	31,4	33,0	36,7	50,8	51,8	56,6	60,1	70,2	77,2
Industries Agro-alimentaires	418,7	426,3	363,2	534,5	552,7	637,7	715,6	770,7	828,8
Autres Industries manufacturières	369,3	393,6	456,3	430,2	466,7	532,6	599,8	645,2	726,9
Electricité, gaz et eau	88,9	83,5	100,4	106,4	119,8	138,3	152,9	165,7	184,3
BTP	498,7	544,4	712,1	739,0	849,3	971,3	1 074,6	1 169,9	1 310,7
Secteur tertiaire	4 159,9	4 339,9	4 707,6	4 999,2	5 171,5	5 846,2	6 522,3	7 435,8	8 354,6
Commerce	1 189,0	1 185,0	1 279,7	1 256,0	1 360,2	1 466,2	1 570,5	1 790,5	2 005,6
Restaurants et hôtels	404,4	384,1	426,1	482,1	587,4	608,1	653,1	744,6	822,0
Transports	733,6	773,5	845,6	959,8	788,3	1 060,1	1 286,9	1 400,2	1 638,6
Postes et télécommunications	250,3	333,2	458,3	298,9	308,0	369,9	430,5	498,0	563,2
Banques et organismes financiers	133,3	156,6	91,2	169,8	160,6	175,5	193,4	200,5	227,4
Administration publique et sécurité sociale	326,6	328,3	352,5	399,3	444,1	493,7	550,1	637,2	699,7
Education	293,9	307,8	343,3	384,9	401,3	441,5	474,9	541,4	582,2
Santé et action sociale	99,2	109,0	132,9	124,6	142,1	155,7	168,1	201,6	226,7
Autres services	729,5	762,5	778,0	923,7	979,6	1 075,6	1 194,8	1 421,8	1 589,2
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	8 267,6	8 729,4	9 503,1	9 932,2	10 663,4	11 795,0	12 871,2	14 257,9	15 634,3
Impôts et taxes nets des Subventions	562,1	711,7	689,0	805,4	893,8	1 002,7	1 149,1	1 178,1	1 293,3
PIB (optique offre)	8 829,8	9 441,1	10 192,1	10 737,6	11 557,2	12 797,7	14 020,2	15 436,0	16 927,5

Note : (est.) = Estimation provisoire

Tableau 9 : Ventilation du PIB à prix constants base 2023 par secteurs d'activités (milliards de FCFA)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Secteur primaire	1 366,1	1 427,8	1 540,0	1 597,4	1 629,2	1 737,5	1 760,4	1 853,1	1 971,5
Agriculture	910,6	940,7	1 004,5	1 044,9	1 068,4	1 168,5	1 155,9	1 244,5	1 338,1
Elevage, chasse	136,1	139,9	158,4	162,0	166,5	172,0	185,3	199,7	206,7
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	319,4	347,3	377,0	390,4	394,4	397,0	419,2	408,8	426,7
Secteur secondaire	838,6	909,9	1 032,5	1 054,6	1 071,5	1 087,2	1 153,0	1 191,5	1 181,2
Activités extractives	29,2	28,2	30,9	30,9	33,2	34,3	35,1	35,3	39,2
Industries Agro-alimentaires	364,6	391,9	430,4	449,1	454,2	464,1	490,6	514,2	478,7
Autres Industries manufacturières	214,1	246,7	259,3	261,4	267,4	257,7	275,0	276,3	284,2
Electricité, gaz et eau	24,0	28,0	31,5	34,8	37,0	38,0	39,5	42,2	54,6
BTP	206,7	215,2	280,3	278,5	279,7	293,0	312,7	323,5	324,5
Secteur tertiaire	1 789,3	1 990,2	2 106,5	2 171,8	2 291,4	2 371,4	2 467,8	2 607,7	2 821,4
Commerce	572,2	667,5	765,7	783,8	802,2	817,1	831,6	868,6	962,4
Restaurants et hôtels	175,2	151,1	190,5	200,6	201,2	212,9	214,8	206,9	211,9
Transports	280,8	328,3	273,3	298,7	320,9	326,3	354,2	386,3	441,0
Postes et télécommunications	164,0	191,2	163,8	176,1	188,7	192,6	207,9	226,1	254,6
Banques et organismes financiers	10,4	10,3	14,3	14,0	19,5	25,4	26,9	27,1	35,6
Administration publique et sécurité sociale	102,3	107,7	114,4	121,4	139,9	144,2	154,7	166,8	179,4
Education	65,8	69,9	90,2	100,3	111,3	124,9	133,9	144,0	150,6
Santé et action sociale	39,0	40,4	42,7	44,1	49,6	48,9	51,4	58,2	62,3
Autres services	379,7	423,6	451,6	432,7	458,1	479,0	492,4	523,7	523,7
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	3 994,0	4 327,9	4 679,0	4 823,8	4 992,1	5 196,0	5 381,1	5 652,3	5 974,1
Impôts et taxes nets des Subventions	576,7	510,6	417,5	509,9	525,3	569,1	484,5	445,2	494,5
PIB (optique offre)	4 570,7	4 838,4	5 096,5	5 333,7	5 517,4	5 765,1	5 865,6	6 097,5	6 468,6

Tableau 9 : Ventilation du PIB à prix constants base 2023 par secteurs d'activités (suite) (milliards de FCFA)

Libellé	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	2 002,8	2 135,4	2 114,0	2 103,3	2 183,5	2 311,7	2 481,0	2 482,8	2 684,0
Agriculture	1 343,0	1 463,5	1 434,7	1 440,4	1 529,8	1 637,6	1 820,5	1 821,9	2 035,9
Elevage, chasse	210,6	223,1	231,4	239,2	247,7	252,2	254,6	264,4	274,7
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	449,3	448,9	447,9	423,7	405,9	421,9	405,8	396,5	373,3
Secteur secondaire	1 085,5	1 116,7	1 175,1	1 163,8	1 219,0	1 302,9	1 363,8	1 576,8	1 588,5
Activités extractives	36,2	36,7	38,0	38,6	36,5	29,8	-30,2	34,8	35,9
Industries Agro-alimentaires	392,0	386,9	366,7	402,9	397,4	408,5	453,7	475,7	500,0
Autres Industries manufacturières	278,2	297,6	324,9	278,4	290,0	310,2	328,8	369,8	409,3
Electricité, gaz et eau	52,4	41,8	55,8	69,6	125,2	120,5	136,6	149,9	89,7
BTP	326,7	353,8	389,6	374,3	369,8	433,9	474,8	546,7	553,7
Secteur tertiaire	3 201,7	3 185,7	3 259,8	3 568,5	3 787,8	4 112,8	4 347,0	4 307,6	4 420,1
Commerce	947,2	875,6	805,0	957,7	977,0	1 120,2	1 132,8	1 099,0	1 209,7
Restaurants et hôtels	299,4	335,6	354,5	426,3	429,4	448,9	503,4	513,5	453,7
Transports	593,9	544,1	571,8	587,4	657,9	737,5	754,4	797,9	855,0
Postes et télécommunications	337,0	313,8	329,7	340,1	379,6	421,6	431,9	284,6	271,8
Banques et organismes financiers	40,4	68,8	78,5	70,6	94,8	96,4	144,6	142,1	158,6
Administration publique et sécurité sociale	201,6	226,9	257,3	263,9	262,8	276,1	295,7	329,9	309,9
Education	172,7	202,4	215,9	227,8	246,2	266,1	287,2	313,8	279,3
Santé et action sociale	70,6	49,9	54,6	56,4	63,7	67,9	81,4	106,3	90,0
Autres services	538,8	568,5	592,5	638,3	676,4	678,1	715,6	720,3	792,1
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	6 290,1	6 437,9	6 548,9	6 835,5	7 190,3	7 727,4	8 191,8	8 367,3	8 692,6
Impôts et taxes nets des Subventions	502,4	512,1	548,1	471,8	472,9	487,0	553,0	537,4	531,7
PIB (optique offre)	6 792,5	6 950,0	7 097,0	7 307,3	7 663,2	8 214,3	8 744,8	8 904,7	9 224,3

Tableau 9 : Ventilation du PIB à prix constants base 2023 par secteurs d'activités (suite et fin) (milliards de FCFA)

Libellé	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (est.)	2025 (est.)
Secteur primaire	2 879,5	3 081,2	3 200,4	3 128,6	3 544,2	3 654,2	3 745,8	3 950,5	4 171,5
Agriculture	2 234,1	2 375,5	2 479,6	2 474,3	2 795,4	2 910,1	2 972,3	3 118,2	3 283,8
Elevage, chasse	286,1	290,6	297,1	309,5	381,0	416,3	427,1	460,6	501,0
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	359,3	415,1	423,7	344,8	367,8	327,8	346,4	371,7	386,6
Secteur secondaire	1 675,4	1 786,8	2 166,1	2 390,6	2 335,5	2 343,2	2 603,1	2 802,8	3 085,5
Activités extractives	34,7	36,7	41,2	59,8	50,5	62,4	60,1	66,7	73,5
Industries Agro-alimentaires	518,1	548,3	630,8	641,3	603,5	560,2	715,6	769,0	831,0
Autres Industries manufacturières	442,9	468,3	545,8	618,5	622,6	478,8	599,8	646,4	707,3
Electricité, gaz et eau	103,5	100,7	121,6	157,2	239,1	255,7	152,9	163,5	177,0
BTP	576,3	632,8	826,7	913,8	819,7	986,0	1 074,6	1 157,3	1 296,6
Secteur tertiaire	4 680,9	4 899,9	5 164,4	5 430,2	5 830,6	6 326,4	6 522,3	7 067,8	7 667,2
Commerce	1 296,8	1 272,9	1 375,2	1 307,7	1 500,2	1 563,8	1 570,5	1 692,9	1 823,1
Restaurants et hôtels	475,5	493,8	486,3	498,3	483,3	607,5	653,1	703,7	763,6
Transports	898,4	984,3	1 051,5	1 107,2	1 193,6	1 242,7	1 286,9	1 383,7	1 497,4
Postes et télécommunications	289,5	326,4	422,4	523,2	560,8	537,0	430,5	406,7	448,7
Banques et organismes financiers	146,0	171,3	105,0	159,3	112,2	176,6	193,4	207,1	223,0
Administration publique et sécurité sociale	357,1	358,6	386,4	386,9	381,3	473,2	550,1	590,9	653,7
Education	313,4	328,1	361,3	347,5	359,4	385,2	474,9	511,0	556,7
Santé et action sociale	97,6	104,9	121,7	138,4	150,4	159,4	168,1	179,9	198,2
Autres services	806,6	859,6	854,5	961,7	1 089,5	1 180,9	1 194,8	1 391,9	1 502,8
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	9 235,8	9 767,9	10 530,9	10 949,4	11 710,3	12 323,7	12 871,2	13 821,1	14 924,2
Impôts et taxes nets des Subventions	514,0	638,5	614,0	611,7	690,7	852,8	1 149,1	1 266,4	1 381,2
PIB (optique offre)	9 749,8	10 406,4	11 144,9	11 561,1	12 401,1	13 176,5	14 020,2	15 087,5	16 305,4

Note : (est.) = Estimation provisoire

Tableau 10 : Evolution des emplois du PIB à prix courants base 2023 (milliards de FCFA)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1. Dépense de Consommation Finale	2 633,6	2 908,7	3 105,5	3 373,4	3 563,1	3 695,1	4 009,1	4 307,5	4 467,4
dont privée	2 417,8	2 672,2	2 854,7	3 107,2	3 242,8	3 357,9	3 645,7	3 890,8	4 029,3
publique	215,9	236,5	250,8	266,2	320,3	337,2	363,5	416,7	438,2
2. FBCF	423,2	402,2	453,0	448,7	488,8	475,1	461,5	468,8	557,5
privée	386,8	342,8	401,0	401,8	433,8	423,2	405,4	416,1	462,9
publique	36,4	59,4	52,0	46,9	55,0	51,8	56,1	52,8	94,6
3. Variation des stocks	19,0	- 0,4	91,5	0,4	2,0	29,1	- 58,0	4,4	148,3
4. Investissement (2+3)	442,1	401,7	544,5	449,1	490,8	504,2	403,4	473,2	705,8
5. Exportations nettes (6-7)	- 339,0	- 287,6	- 403,3	- 257,6	- 266,2	- 206,6	- 182,1	- 277,7	- 386,6
6. Exportations	736,3	727,5	744,7	812,5	814,7	858,5	897,9	938,4	1 217,5
Exportations des biens	566,0	562,7	571,5	632,1	635,1	647,7	709,3	728,1	941,8
Exportations des services	170,3	164,7	173,1	180,4	179,6	210,8	188,6	210,3	275,7
7. Importations	1 075,3	1 015,1	1 148,0	1 070,1	1 081,0	1 065,1	1 080,0	1 216,1	1 604,1
Importations des biens	964,6	898,7	993,3	929,6	956,1	929,0	958,5	1 068,0	1 434,0
Importations des services	110,7	116,4	154,7	140,5	124,9	136,1	121,5	148,2	170,1
PIB (optique demande)	2 736,8	3 022,8	3 246,7	3 564,9	3 787,7	3 992,6	4 230,5	4 503,0	4 786,6

Tableau 10 : Evolution des emplois du PIB à prix courants base 2023 (suite) (milliards de FCFA)

Libellé	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Dépense de Consommation Finale	5 041,4	5 325,1	5 458,2	5 766,4	6 442,1	6 783,7	7 042,5	7 582,0	7 574,2
dont privée	4 518,7	4 716,9	4 837,1	5 116,8	5 697,5	5 983,0	6 257,9	6 671,7	6 725,5
publique	522,6	608,1	621,2	649,7	744,5	800,7	784,7	910,2	848,7
2. FBCF	598,4	668,2	732,3	812,4	819,7	1 170,0	1 332,6	1 285,8	1 275,0
privée	513,7	580,1	635,9	711,5	717,8	1 051,0	1 221,5	1 163,8	1 150,0
publique	84,7	88,1	96,4	100,9	101,9	119,0	111,0	122,0	125,0
3. Variation des stocks	42,9	71,2	67,4	72,3	70,3	140,8	97,8	248,6	212,1
4. Investissement (2+3)	641,2	739,4	799,7	884,6	890,0	1 310,9	1 430,3	1 534,4	1 487,0
5. Exportations nettes (6-7)	- 334,7	- 449,2	- 500,2	- 519,4	- 399,0	- 593,3	- 520,8	- 979,5	- 674,4
6. Exportations	1 361,7	1 286,6	1 537,9	1 490,4	1 928,8	2 389,4	2 866,8	2 355,7	2 709,5
Exportations des biens	1 063,1	1 031,7	1 206,9	1 116,5	1 490,4	1 944,6	2 459,0	1 921,4	2 267,6
Exportations des services	298,5	254,9	331,0	373,9	438,3	444,7	407,7	434,3	441,9
7. Importations	1 696,4	1 735,8	2 038,0	2 009,9	2 327,8	2 982,6	3 387,5	3 335,2	3 383,9
Importations des biens	1 507,4	1 516,3	1 801,9	1 800,6	2 064,1	2 606,6	2 977,2	2 865,6	2 895,9
Importations des services	188,9	219,5	236,1	209,2	263,7	376,0	410,3	469,6	488,1
PIB (optique demande)	5 347,9	5 615,2	5 757,8	6 131,7	6 933,0	7 501,3	7 952,1	8 136,9	8 386,8

Tableau 10 : Evolution des emplois du PIB à prix courants base 2023 (suite et fin) (milliards de FCFA)

Libellé	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (est.)	2025 (est.)
1. Dépense de Consommation Finale	7 942,8	8 250,3	8 659,1	9 436,2	9 892,3	10 584,5	10 753,4	11 587,8	12 583,4
dont privée	6 978,2	7 242,9	7 599,8	8 286,4	8 712,2	9 306,8	9 425,3	9 915,0	10 776,8
publique	964,6	1 007,4	1 059,3	1 149,8	1 180,1	1 277,7	1 328,1	1 672,7	1 806,7
2. FBCF	1 399,2	1 570,6	1 714,3	1 987,1	2 226,5	2 372,0	3 723,8	4 075,0	4 589,0
privée	1 341,1	1 505,4	1 643,1	1 904,5	2 134,1	2 273,4	3 351,4	3 682,9	4 164,3
publique	58,1	65,2	71,2	82,5	92,5	98,5	372,4	392,1	424,7
3. Variation des stocks	63,3	115,9	213,0	- 337,2	53,7	525,5	736,0	876,2	928,8
4. Investissement (2+3)	1 462,4	1 686,5	1 927,3	1 649,8	2 280,2	2 897,4	4 459,8	4 951,2	5 517,9
5. Exportations nettes (6-7)	- 575,5	- 495,7	- 394,2	- 348,5	- 615,4	- 684,2	- 1 193,0	- 1 103,0	- 1 173,8
6. Exportations	3 153,0	3 205,2	3 454,0	2 871,7	3 490,0	3 631,9	3 325,5	3 735,1	3 727,3
Exportations des biens	2 716,7	2 767,9	2 906,3	2 382,0	3 013,8	3 114,7	2 773,6	3 092,0	3 011,7
Exportations des services	436,4	437,3	547,7	489,7	476,2	517,3	551,8	643,1	715,6
7. Importations	3 728,5	3 700,9	3 848,2	3 220,2	4 105,4	4 316,1	4 518,5	4 838,1	4 901,1
Importations des biens	3 291,1	3 297,9	3 367,8	2 863,8	3 696,0	3 883,5	3 797,7	4 024,9	4 035,2
Importations des services	437,4	403,0	480,4	356,4	409,3	432,6	720,7	813,2	865,9
PIB (optique demande)	8 829,8	9 441,1	10 192,1	10 737,6	11 557,2	12 797,7	14 020,2	15 436,0	16 927,5

Note : (est.) = Estimation provisoire

Tableau 11 : Evolution des emplois du PIB à prix constants base 2023 (milliards de FCFA)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1. Dépense de Consommation Finale	4 297,3	4 595,1	4 926,5	4 984,9	5 173,7	5 441,4	5 463,8	5 755,4	6 160,0
dont privée	3 954,7	4 235,8	4 521,2	4 578,6	4 706,8	4 941,1	4 951,6	5 193,2	5 556,6
publique	342,5	359,3	405,3	406,4	467,0	500,3	512,2	562,2	603,4
2. FBCF	500,6	458,2	570,3	531,1	568,6	565,3	498,4	498,8	594,5
privée	458,3	391,8	507,3	475,7	504,7	504,0	436,9	442,0	491,1
publique	42,4	66,4	63,0	55,4	63,8	61,3	61,5	56,8	103,4
3. Variation des stocks	- 8,5	0,5	- 46,9	0,0	3,5	- 10,1	- 42,4	2,5	- 39,9
4. Investissement (2+3)	492,1	458,8	523,4	531,1	572,1	555,2	456,1	501,3	554,7
5. Exportations nettes (6-7)	- 218,7	- 215,4	- 353,5	- 182,3	- 228,4	- 231,5	- 54,2	- 159,2	- 246,0
6. Exportations	1 240,3	1 090,5	1 169,0	1 241,7	1 260,7	1 218,6	1 301,6	1 308,4	1 716,5
Exportations des biens	892,2	846,3	904,6	991,0	1 025,5	934,7	1 062,6	1 049,5	1 377,7
Exportations des services	348,1	244,2	264,5	250,7	235,2	283,9	239,0	259,0	338,8
7. Importations	1 459,0	1 305,9	1 522,5	1 424,0	1 489,1	1 450,2	1 355,9	1 467,7	1 962,6
Importations des biens	1 283,1	1 122,4	1 277,7	1 207,4	1 299,3	1 245,9	1 185,1	1 266,8	1 732,4
Importations des services	175,9	183,4	244,8	216,6	189,8	204,3	170,8	200,8	230,2
PIB (optique demande)	4 570,7	4 838,4	5 096,5	5 333,7	5 517,4	5 765,1	5 865,6	6 097,5	6 468,6

Tableau 11 : Evolution des emplois du PIB à prix constants base 2023 (suite) (milliards de FCFA)

Libellé	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Dépense de Consommation Finale	6 311,9	6 602,2	6 737,4	6 963,8	7 207,7	7 580,0	7 794,5	8 301,2	8 446,7
dont privée	5 639,0	5 856,2	5 981,6	6 185,4	6 382,0	6 683,3	6 919,6	7 304,6	7 505,0
publique	672,9	746,0	755,7	778,5	825,7	896,7	874,9	996,6	941,7
2. FBCF	605,1	667,3	735,8	769,1	775,0	1 188,7	1 359,7	1 407,8	1 440,7
privée	516,9	576,7	637,1	670,4	675,4	1 072,3	1 247,2	1 274,2	1 316,6
publique	88,2	90,6	98,7	98,7	99,6	116,4	112,4	133,5	124,0
3. Variation des stocks	31,2	38,0	39,3	41,6	5,4	69,7	62,4	268,2	203,4
4. Investissement (2+3)	636,3	705,2	775,1	810,7	780,4	1 258,4	1 422,1	1 675,9	1 644,1
5. Exportations nettes (6-7)	- 155,6	- 357,4	- 415,5	- 467,2	- 324,8	- 624,1	- 471,8	- 1 072,5	- 866,5
6. Exportations	1 833,3	1 752,1	1 851,8	1 683,0	2 102,5	2 578,2	3 188,1	2 579,2	2 938,1
Exportations des biens	1 492,4	1 467,2	1 489,0	1 280,6	1 652,1	2 108,5	2 733,2	2 103,7	2 449,3
Exportations des services	340,8	284,9	362,8	402,4	450,4	469,7	454,9	475,5	488,8
7. Importations	1 988,9	2 109,5	2 267,3	2 150,2	2 427,3	3 202,3	3 659,9	3 651,6	3 804,6
Importations des biens	1 757,2	1 840,9	1 975,8	1 899,9	2 132,5	2 782,8	3 211,0	3 137,5	3 259,4
Importations des services	231,7	268,6	291,5	250,3	294,7	419,5	448,8	514,1	545,1
PIB (optique demande)	6 792,5	6 950,0	7 097,0	7 307,3	7 663,2	8 214,3	8 744,8	8 904,7	9 224,3

Tableau 11 : Evolution des emplois du PIB à prix constants base 2023 (suite et fin) (milliards de FCFA)

Libellé	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (est.)	2025 (est.)
1. Dépense de Consommation Finale	8 900,4	9 203,1	9 646,0	10 366,6	10 928,0	11 522,9	10 753,4	11 448,0	12 280,6
dont privée	7 825,5	8 087,0	8 480,3	9 154,8	9 685,1	10 182,6	9 425,3	9 923,0	10 668,3
publique	1 074,9	1 116,1	1 165,7	1 211,8	1 242,9	1 340,3	1 328,1	1 525,0	1 612,3
2. FBCF	1 622,2	1 790,4	1 972,1	2 315,3	2 570,0	2 683,2	3 723,8	4 170,5	4 692,3
privée	1 563,5	1 725,5	1 900,7	2 231,4	2 477,0	2 586,0	3 351,4	3 798,4	4 305,8
publique	58,7	64,8	71,4	83,8	93,1	97,1	372,4	372,1	386,5
3. Variation des stocks	58,9	109,4	186,5	- 301,4	27,4	236,9	736,0	760,7	820,2
4. Investissement (2+3)	1 681,1	1 899,8	2 158,6	2 013,8	2 597,5	2 920,1	4 459,8	4 931,2	5 512,5
5. Exportations nettes (6-7)	- 831,7	- 696,5	- 659,7	- 819,3	- 1 124,4	- 1 266,5	- 1 193,0	- 1 291,8	- 1 487,7
6. Exportations	3 370,1	3 375,8	3 620,2	2 960,8	3 670,2	3 696,8	3 325,5	3 291,2	3 283,4
Exportations des biens	2 881,9	2 876,3	3 002,5	2 454,1	3 135,7	3 128,5	2 773,6	2 740,1	2 669,9
Exportations des services	488,3	499,6	617,7	506,7	534,4	568,3	551,8	551,1	613,5
7. Importations	4 201,8	4 072,3	4 279,9	3 780,2	4 794,5	4 963,3	4 518,5	4 583,0	4 771,1
Importations des biens	3 708,6	3 621,2	3 728,6	3 373,4	4 324,0	4 466,6	3 797,7	3 801,0	3 953,8
Importations des services	493,2	451,1	551,3	406,8	470,6	496,8	720,7	782,0	817,3
PIB (optique demande)	9 749,8	10 406,4	11 144,9	11 561,1	12 401,1	13 176,5	14 020,2	15 087,5	16 305,4

Note : (est.) = Estimation provisoire

CONCLUSION

Le rebasage des comptes nationaux du Bénin sur l'année de base 2023 a poursuivi trois objectifs fondamentaux : assurer une meilleure couverture de l'activité économique, corriger les insuffisances de l'ancienne base et apporter des améliorations méthodologiques conformes aux standards internationaux. Ces travaux, conduits en plusieurs phases et enrichis par la contribution d'experts d'institutions internationales régionales et continentales, ont mobilisé de nouvelles sources de données ainsi que des enquêtes et études sectorielles approfondies.

Les conclusions scientifiques issues de cette réévaluation confirment la dynamique observée dans les différents secteurs de l'économie béninoise. Le PIB a été réévalué de 25,2%, s'établissant à 14 020,2 milliards de FCFA en 2023, contre 11 200,7 milliards dans l'ancienne base 2015. Cette révision reflète une nouvelle structure de la sphère réelle de l'économie, marquée par la forte expansion du secteur secondaire portée par les BTP, la prédominance du secteur tertiaire et le poids toujours significatif du secteur agricole.

Cette réévaluation emporte également des effets notables sur les indicateurs macroéconomiques clés. L'encours de la dette publique rapporté au PIB recule de 58,1% à 46,4%, élargissant sensiblement la marge du pays par rapport au plafond communautaire de 70% fixé par l'UEMOA, tandis que la pression fiscale s'ajuste à la baisse de 2,7 points de pourcentage. Ces résultats offrent un cadre de référence plus solide pour le pilotage des politiques économiques et le suivi des indicateurs de convergence.

Des travaux complémentaires ont été réalisés pour la rétropolation des séries sur la période 1999-2022, afin de garantir la cohérence et l'exploitabilité de ces nouvelles données par l'ensemble des utilisateurs nationaux et internationaux. Par ailleurs, les travaux sont en cours pour la mise à jour complète de la maquette et la série des Comptes Nationaux Trimestriels.

BIBLIOGRAPHIE

Rapport d'activités de la Zone Industrielle de Glo-Djigbé (2023), ARISE IIP/APIEx.

Révision de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation-nouvelle base 2023 (2023), BCEAO-INStAD.

Réformes de gouvernance économique et financière au Bénin (2026), Financial Afrik.

Finances Bénin (2022). Présentation du Programme d'Actions du Gouvernement 2021-2026.

Communiqué officiel sur les réformes du climat des affaires 2018-2021 (2021), Gouvernement du Bénin.

Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (2018), INStAD-Bénin.

Recensement National de l'Agriculture (2018), DSA/MAEP-Bénin.

Projections démographiques (2022), INStAD-Bénin.

Troisième Recensement Général des Entreprises (2023), INStAD-Bénin.

Programme d'Actions du Gouvernement 2021-2026 (2021). Document de présentation.

ÉQUIPE DE TRAVAIL

Nom et Prénoms	Département/Structure	Email
HOUNSA Laurent Mahounou	Directeur Général/INStaD	lmhounsa@instad.bj
DAGA Jules	Directeur Général Adjoint/INStaD	jdaga@instad.bj
ESSESSINOU A. Raïmi	Directeur de la Comptabilité Nationale et des Statistiques Economiques/INStaD	ressessinou@instad.bj
BIAOU Abiona Abraham	Contrôleur Principal des Opérations/INStaD	abbiaou@instad.bj
BIAOU Alexandre	Directeur des Statistiques Agricoles/MAEP	albiaou76@gmail.com
COUTHON Esther épse KINSOU	Directrice Adjointe de la Comptabilité Nationale et des Statistiques Economiques/INStaD	ekinsou@instad.bj
DJOGNINO Donat Lucrèce Nelly épse ADAMMADO	Cheffe du Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	ndjogninou@instad.bj
HODONOU A.B. William	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	whodonou@instad.bj
HLIHE D. Edouard Urbain	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	ehlihe@instad.bj
DANDEGLA Emmanuel	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	edandegla@instad.bj
LAOUROU Durel Prince T. Phil	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	dlaourou@instad.bj
YESSOUFOU Adjani Nourou-Dine	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	nyessoufou@instad.bj
MAHOUGBE Calixte	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	cmahougbe@instad.bj
LOKO Olufèmi Kévin Jean Azarias	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	kloko@instad.bj
AHOUN Dovenin Victor	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	vahoun@instad.bj

Nom et Prénoms	Département/Structure	Email
DOSSOU Toyo A. Marcel	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	mdossou@instad.bj
GBAGUIDI AMOUSSOU Amour	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	agbaguidi@instad.bj
ALAKONON Bidossessi Calixe	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	calakonon@instad.bj
VLAVONOU Firmin	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	fvlavonou@instad.bj
EYEBIYI Erwin-Ségolène	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	eeyebiyi@instad.bj
SEMAKO Filénia Fifamè	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	fsemako@instad.bj
DANSOU Romuald	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	rdansou@instad.bj
LATIFOU Loukmane	Service de la Comptabilité Nationale et des Etudes Economiques/INStaD	llatifou@instad.bj
BANON Symphorien	Service des Statistiques Conjoncturelles/INStaD	sbanon@instad.bj
ESSOUN Christophe	Service des Statistiques des Secteurs Economiques/INStaD	cessoun@instad.bj
DANSOU Adantchédé Martinien	Cellule de Suivi Evaluation/INStaD	mdansou@instad.bj
ABALLO Serge	Direction des Statistiques Agricoles/MAEP	iraballo@yahoo.fr
OUNDE Georgette	Direction des Statistiques Agricoles/MAEP	georgeounde@yahoo.fr
BALARO Grégoire	Personne ressource/Consultant	balarogregoire@gmail.com
SOEDE Michel	Personne ressource/Consultant	misoede@gmail.com
ODOUBOUROU Ishola	Personne ressource /Consultant	siodoubourou@gmail.com